

DOSSIER DE PRESSE

Rapport Financier 2016

“ Un TCO solvable et qui se prépare aux défis à venir ”

Contact presse :
Hélène Cheynet
0692 25 59 89

2016, une année charnière pour une nouvelle impulsion

Ce vendredi 23 juin 2017, les élus du Conseil Communautaire du TCO se sont prononcés sur le compte administratif et le rapport d'activités de l'agglomération pour l'année 2016.

Ce que l'on retient de cette année 2016, c'est la mise en place nécessaire d'une nouvelle organisation et de nouvelles méthodes de travail afin de redresser l'état financier de la collectivité. Cela s'est traduit par la recherche des économies possibles, l'optimisation des prestations sans baisse de qualité, la réduction des dépenses de fonctionnement, comme les frais de structure, ...etc. Ces efforts ont permis de réduire sensiblement les dépenses et d'en freiner l'augmentation traditionnelle.

L'autre fait notable de ces changements, c'est la volonté affirmée de travailler avec les communes et la population. La concertation et la co-construction deviennent en effet les mots d'ordre de cette nouvelle organisation.

L'année 2016 a été une année charnière au TCO

Elle marque un changement radical dans la gestion même de la collectivité. C'est en s'appuyant sur les résultats d'un audit financier et d'un audit organisationnel réalisés en 2016, que la décision a été prise de travailler à une organisation plus efficiente et une optimisation des prestations apportées au citoyen.

Impacté depuis plusieurs années par les baisses de dotation de l'Etat (-7,2 M€ depuis 2014), le TCO se devait en effet d'engager les actions nécessaires pour lui permettre de revenir à une situation financière saine.

La collectivité s'est ainsi attachée à réduire son train de vie et à lancer un plan d'économies afin de dégager des marges de manœuvres sur ses charges de fonctionnement et préserver les politiques publiques indispensables à l'amélioration du cadre de vie des habitants et au développement du territoire.

Grâce à ces efforts, les actions du TCO ont pu être poursuivies en 2016 avec 152,8 M€ (hors dette) de dépenses réelles, dont 21,1 M€ consacrés aux investissements.

Les premiers résultats de ces économies : sur un budget global de fonctionnement de près de 183 millions euros, les frais de fonctionnement de siège (-14%), la communication (-63%) sont des exemples représentatifs de la rigueur de gestion mise en place.

La masse salariale a été maîtrisée

Cette nouvelle dynamique a également été appliquée à la maîtrise de la masse salariale. La hausse de la masse salariale en 2016 a été de 5,5%, mais elle aurait doublé sans la politique d'optimisation des ressources en interne. La masse salariale du TCO s'élève en 2016 à 17,6 M€ au lieu des 19 M€ prévus si la tendance n'avait pas été stoppée.

Ces économies ont été réalisées tout en préservant un service de qualité aux usagers.

Concernant l'investissement, des dépenses exceptionnelles avaient été réalisées en 2014 et 2015, telles que l'achat de bus, ou encore de bacs pour la collecte des déchets. Ces dépenses n'étant pas renouvelées en 2016, le budget d'investissement s'est élevé à 21,2 millions d'euros.

Ce plan d'économies sera poursuivi en 2017 afin de sécuriser l'équilibre du budget de l'agglomération sur les prochaines années et d'avoir les moyens de porter des investissements ambitieux pour le territoire.

La collectivité affiche à nouveau une épargne nette positive

La collectivité affiche une épargne nette positive de 180K € en 2016. Mais ce résultat reste insuffisant pour mener à bien les projets ambitieux de la micro-région Ouest. Il doit absolument être confirmé et développé.

La croissance économique constatée au niveau local a également entraîné des recettes fiscales supplémentaires. L'effort de gestion entrepris et les recettes fiscales ainsi ont permis de réduire le recours à l'emprunt à 9M€ (contre 16 M€ prévu au budget 2016).

Même si la situation financière de la collectivité reste très fragile, le budget 2017 laisse percevoir les effets bénéfiques de la poursuite de la maîtrise des charges de fonctionnement (-1%). Le niveau d'épargne nette augmente (3M€), tout comme celui des investissements à plus de 28 M€.

Une organisation plus efficiente et une optimisation des prestations

Le contexte budgétaire des collectivités apparaît de plus en plus contraint, c'est aussi le cas pour le TCO.

Depuis 2014, dans le cadre de l'équilibre des comptes publics, les dotations de l'Etat diminuent.

Pour le TCO, cette baisse représente 7,2 M€ en cumulé et 3,3 M€ pour la seule année 2016.

DGF perçue par le TCO	2013	2014	2015	2016
= DGF	18 668	17 331	14 696	11 333
Perte constatée		- 1,3 M€	- 2,6 M€	- 3,3 M€

Notre collectivité doit, en plus, faire face à l'évolution dynamique des charges de certaines prestations.

Ce contexte qui pèse lourdement sur les finances de notre collectivité a exigé en 2016 un effort de gestion renforcé, qui s'est traduit par une organisation plus efficiente et la recherche d'une plus grande optimisation des prestations apportées au citoyen.

Cette impulsion nouvelle s'est appuyée sur un **audit financier** et un **audit organisationnel** réalisés courant 2016.

En dépit de ce contexte très difficile, et grâce aux premiers efforts engagés, les actions du TCO ont pu être poursuivies en 2016, avec des dépenses réelles (hors dette) de 152,8 M€ dont 21,2 M€ d'investissements.

Dépenses en M€	2015	2016
Investissement	32,1	21,2
<i>Investissement (avec dette)</i>	<i>37,5</i>	<i>27,4</i>
Fonctionnement	129,0	131,6
TOTAL (hors dette)	161,0	152,8
<i>TOTAL (avec dette)</i>	<i>166,4</i>	<i>159,0</i>

2016, une année charnière marquée par une maîtrise des dépenses de fonctionnement

Une optimisation de nos charges de fonctionnement

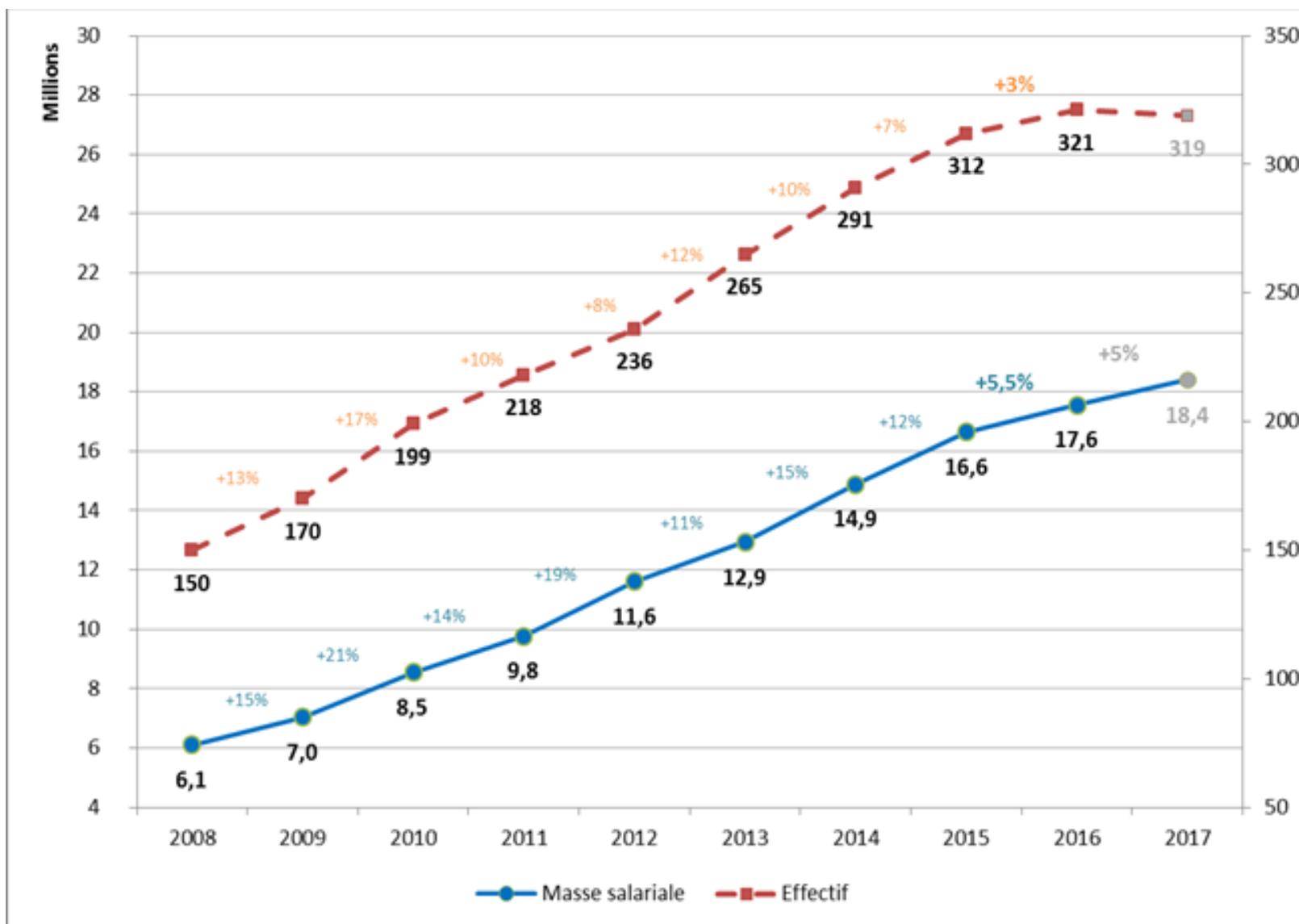
Notre collectivité s'est attachée en 2016 à amorcer une réduction de son train de vie car il serait anormal que le TCO demande des efforts légitimes, au demeurant, aux usagers, sans s'appliquer en interne une exigence de rigueur accrue.

Ainsi, face au contexte budgétaire très contraint, l'année 2016 a constitué pour le TCO une **année de changement important**.

Il a été indispensable de **lancer un plan d'économies** afin de dégager des marges de manœuvre sur nos charges de fonctionnement et préserver ainsi les politiques publiques indispensables à l'amélioration du cadre de vie de nos habitants et au développement de notre territoire.

A ce titre, l'évolution dynamique de notre masse salariale depuis 2009 (+16,1% en moyenne) a pu être infléchie. L'évolution de la masse salariale en 2016 s'établit ainsi à **+5,5% grâce à une évolution modérée de notre effectif** (+9 agents, contre +24 en moyenne entre 2009 et 2014), s'expliquant essentiellement par une **politique d'optimisation des ressources en interne** (favorisation de la mobilité interne).

Sur la base de la moyenne des évolutions passées, la masse salariale du TCO serait à plus de 19 M€ en 2016 au lieu de 17,6 M€.



Les autres frais de structure ont fait l'objet d'une analyse minutieuse tout au long de l'année afin de **détecter des sources d'économie**.

Ainsi, les postes « Frais de siège » diminuent de 14%, les « frais de communication » de 63%.

Ce plan sera poursuivi en 2017 afin de **sécuriser l'équilibre de notre budget** sur les prochaines années et **nous donner les moyens de porter des investissements ambitieux** sur le territoire.

	2015	2016	Variation %	Variation en €	Observations
Frais de personnel	16 643 219	17 561 087	5,5%	917 868	
Frais de siège	2 773 919	2 378 907	-14%	-395 012	Dont: - location immobilières : -18%, soit 127K€, - fournitures diverses: -34%, - parc auto : -9%, soit -16K€, - voyages et déplacements: -46% soit -51K€, - réception: -22%, soit -9K€
Communication	166 958	61 275	-63%	-105 683	Publications exceptionnelles 2015 non reconduites: journal intercommunal, l'Express, édition du Parlement, plaquette EcoCité
Elus	890 978	851 301	-4%	- 39 677	Réduction du nombre de missions
Groupes d'Elus		78 945		78 945	Mise en place de groupe d'élus en 2016
FRAIS DE STRUCTURE	20 475 074	20 931 515	2%	456 441	

La préservation de nos politiques publiques

La recherche d'une gestion saine et raisonnée des deniers publics a été menée avec le souci de maintenir les prestations offertes à la population grâce à une optimisation des coûts, notamment sur les deux principaux postes de dépenses : l'environnement et les transports.

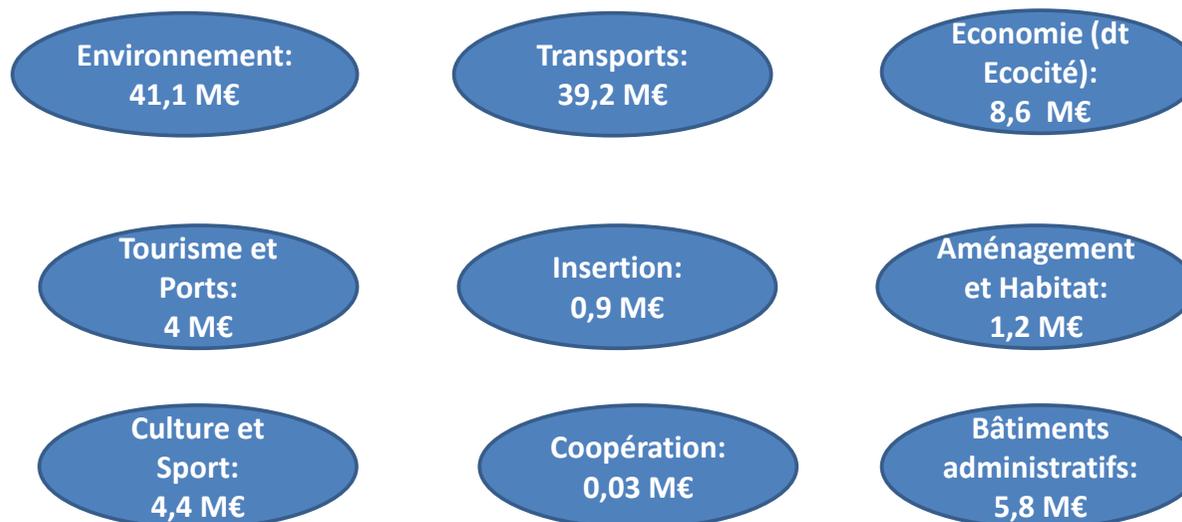
	2015	2016	Variation %	Variation en €	Observation
Environnement	41 276 945	39 645 232	-4%	-1 631 713	Baisse de la contribution à Ileva (-756k€), Le différentiel s'explique par la régularisation des tonnages collectés
Transports	36 519 543	37 806 492	4%	1 286 949	Régularisation des prestations 2015 et mise en place d'une nouvelle DSP
Insertion et Economie	1 318 045	1 272 220	-3%	-45 825	
Tourisme	2 956 918	2 804 202	-5%	-152 716	Changement du mode de gestion du camping suite à la mise en place de la DSP
Culture	1 287 235	1 065 702	-17%	-221 533	Avance d'une partie des dépenses de la régie d'enseignement artistique en 2015 pour 239 K€ (montant qui a été remboursé parallèlement), hors mouvement exceptionnel, l'enveloppe globale octroyée à la culture est stable entre 2016 et 2015.
Aménagement du territoire	261 173	208 187	-20%	-52 986	en 2015 : des frais pour SAGE, PLH et GIML : guide, location de salle, fin des missions en Métropole pour Ecocité
Sport	142 493	121 356	-15%	-21 137	
Coopération décentralisée		29 424		29 424	
Centrale d'achat		21 940		21 940	
Espaces numériques	5 096			-5 096	
Régie des ports		492 000		492 000	
TOTAL	83 767 448	83 466 755	-0,4%	-300 693	

En fonctionnement, les dépenses sont équivalentes à celles de 2015.

La baisse constatée en investissement (21,2 M€ contre 32,1 M€ en 2015) s'explique par des facteurs conjoncturels liés à des cycles de réalisation.

En 2015, le TCO a procédé à des investissements exceptionnels : l'acquisition de bus (4,2 M€), de bacs roulants (3,2 M€) et de fonciers pour un montant de 6,6 M€.

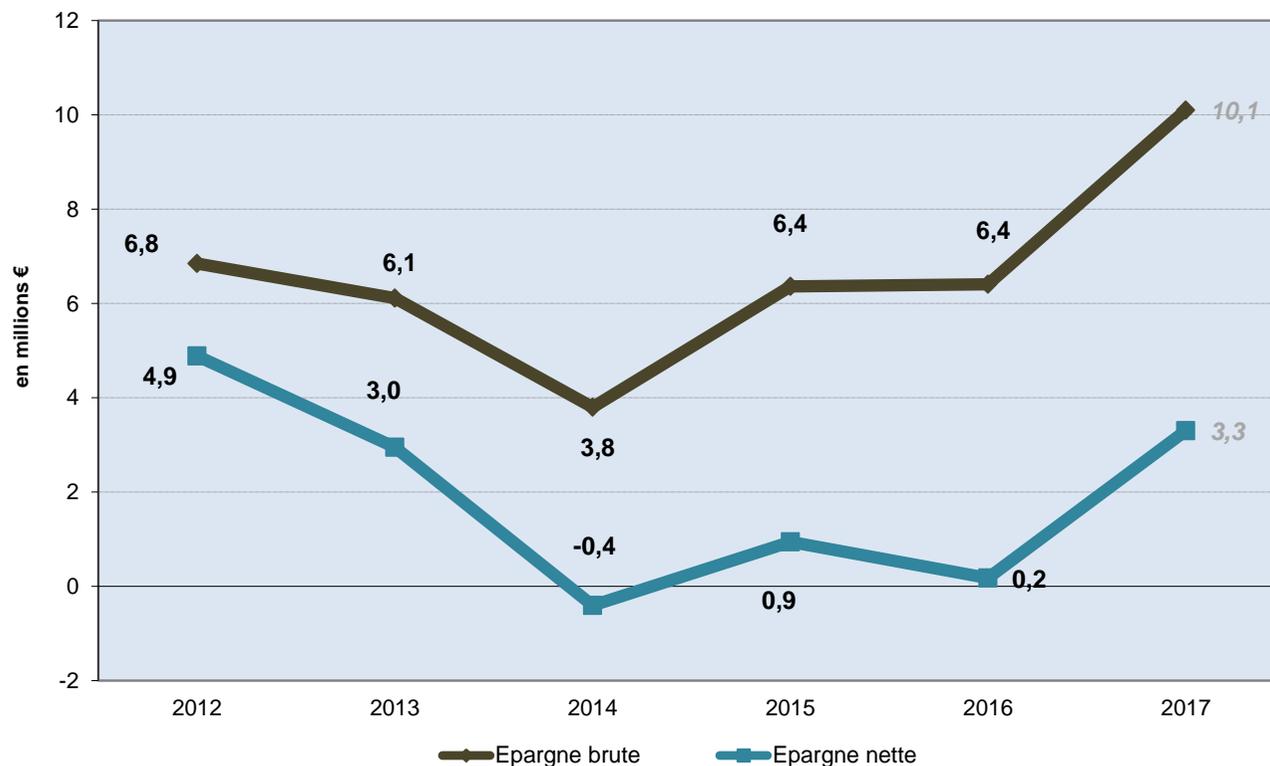
Dépenses d'intervention (hors dette) en M€	2015	2016	2017
Investissement	32,1	21,2	28,0
Fonctionnement	83,9	83,8	83,0
TOTAL	115,9	105,0	111,0



2016, une année charnière marquée par la reconstitution de nos bases financières

Le résultat de l'exercice écoulé est légèrement excédentaire : il s'élève à **51 285 €**.

Notre **épargne nette**, même si son niveau est faible, est à nouveau **positive en 2016** (+180 k€) alors qu'elle était négative en 2014 (-400 k€).



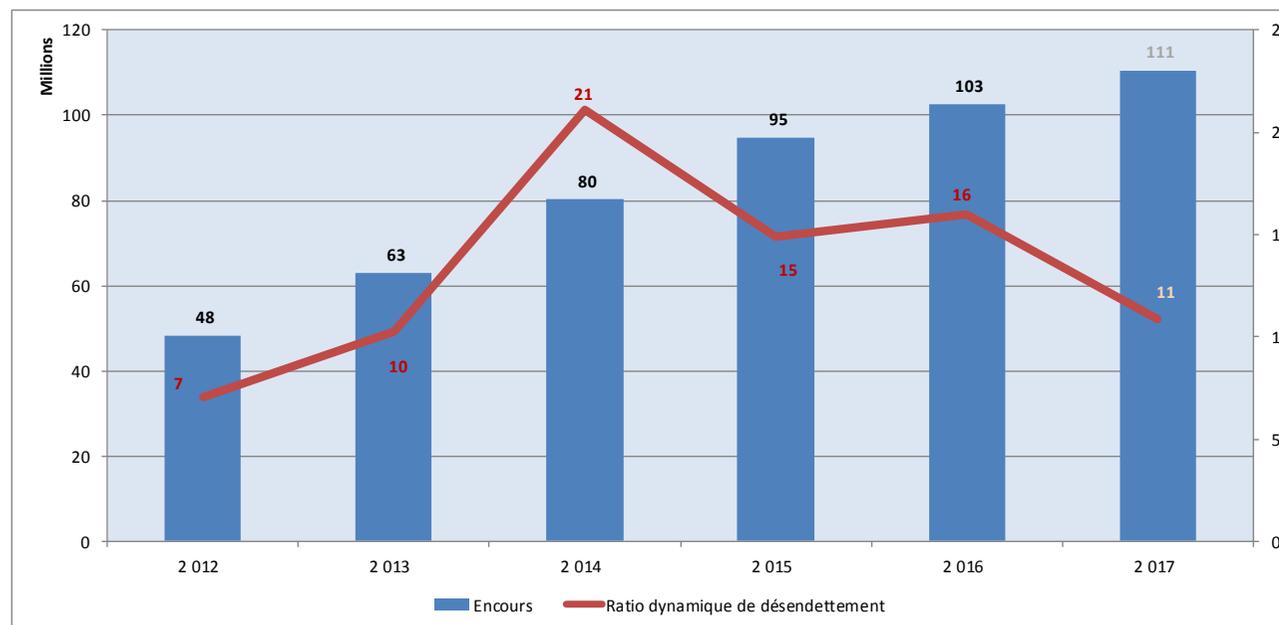
Mais ce résultat d'épargne nette reste insuffisant pour mener à bien les projets ambitieux de la micro-région Ouest, c'est pourquoi il doit être confirmé et développé.

L'équilibre budgétaire a pu à nouveau être sauvegardé cette année grâce aux efforts de rationalisation interne mais aussi à la croissance économique constatée au niveau local. Cela a entraîné des recettes fiscales supplémentaires.

Les recettes réelles de notre collectivité évoluent favorablement en 2016. Elles s'élèvent globalement à **159,1 M€**. L'effort de gestion entrepris sur les charges de fonctionnement et le bon rendement des recettes fiscales ont permis de **réduire le recours à l'emprunt à 9 M€** (contre 16 M€ prévu au budget).

Recettes (en M€)	2015	2016	2017
Investissement (hors emprunt)	10,9	6,7	7,5
Investissement (avec emprunt)	30,9	15,7	22,4
Fonctionnement (dont cessions)	135,3	143,4	137,6
TOTAL (hors emprunt)	146,2	150,1	145,1
TOTAL (avec emprunt)	166,2	159,1	160,0

L'évolution de notre encours de dette a pu être également infléchi (+8% contre 29,30 % en moyenne depuis 2009). Notre encours intègre, en 2016, 5 M€ de portage foncier de Cambaie par l'EPFR.



La situation financière de notre collectivité demeure cependant très fragile.

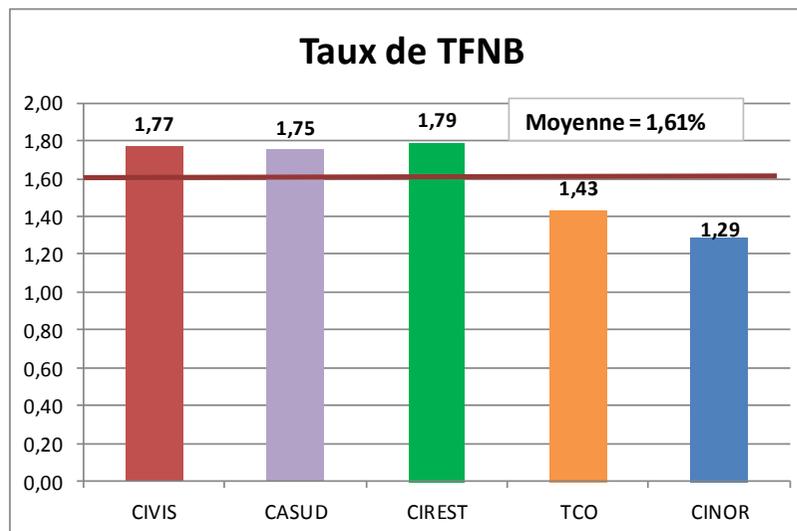
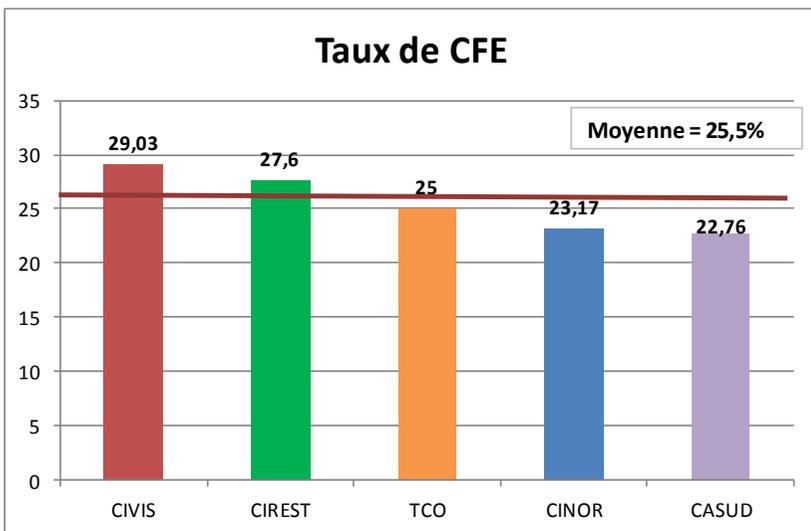
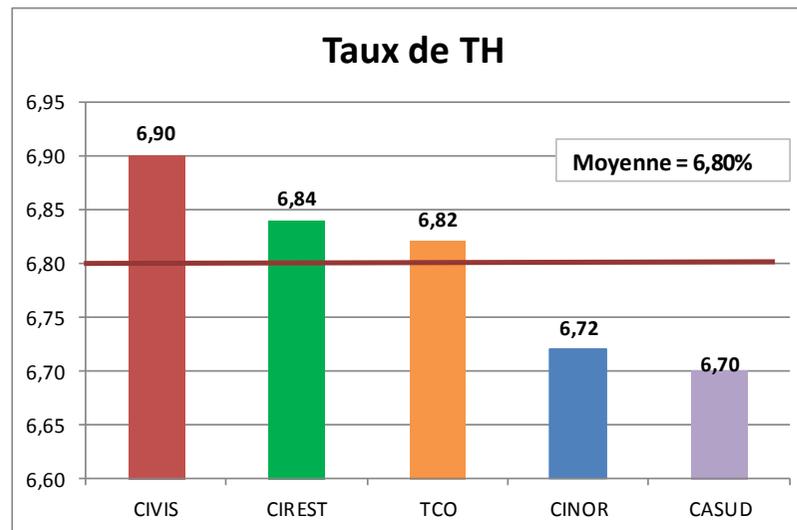
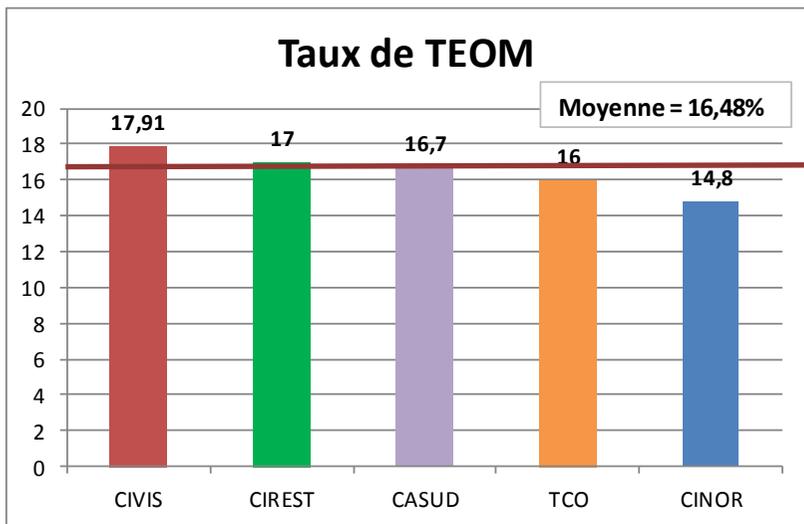
Notre ambition pour l'avenir est d'amplifier cet élan de redressement, et de jouer tout notre rôle dans le soutien à une croissance durable du territoire de la côte Ouest.

C'est ainsi que le budget 2017 a déjà permis de valoriser la poursuite de la maîtrise de nos charges de fonctionnement (-1%), l'augmentation de notre niveau d'épargne nette (3 M€) et un niveau d'investissement porté à plus de 28 M€.

ANNEXES

Des taux de la fiscalité inférieurs ou proches de la moyenne régionale des intercommunalités

(données 2016)



Les investissements 2016

REPARTITION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	TOTAL REALISE EN 2016 (hors RAR)
SPORT	2 452 887,05
Pôle de Loisirs et Nature de Dos d' Ane	2 452 887,05
TRANSPORT & VOIRIE	1 325 887,79
Fonds de concours exceptionnels	647 000,00
Itinéraires privilégiés sur le territoire	473 806,71
Etudes prospectives	81 928,36
Arrêts de bus - Etudes, travaux, construction	61 238,72
Points Correspondance NKO	49 184,85
Pôles d'échange	12 729,15
ECONOMIE	1 704 843,65
ZA extension Bras Montvert	1 415 134,74
ZA extension Pointe des Châteaux	111 912,41
Etude faisabilité écologie industrielle	68 741,82
Etude pole construction durable	34 221,75
Zone Arrière Portuaire - Etudes (faisabilité, opportunité)	25 660,25
ZA La Saline	25 372,73
Etude co MOA Port Friches culturelles économiques	19 024,54
Gros entretien et réparation - ZA Vue Belle	3 470,71
ZAE Henri Cornu	1 304,70
ENVIRONNEMENT & CADRE DE VIE	1 061 913,73
Matériels de pré collecte	918 488,96
Réhabilitation de décharges sur le territoire	78 573,88
Panneaux d'information	45 307,95
Fourrière animale	17 322,16
Déchèteries	2 220,78
AMENAGEMENT & PROSPECTIVE	997 711,58
PILHI (Plan Intercommunal de Lutte contre l'Habitat Indigne)	514 364,24
Fonds de concours habitat	226 833,35
Révision du SCOT	112 874,66
Etude relative à Mafate	46 351,20
Stratégie d'aménagement du territoire	86 705,30
ECOCITE	312 608,04
TOURISME	702 347,41
Sentier littoral de St leu	387 659,66
Camping	83 317,21
ZALM de Trois-Bassins	79 709,35
Ports de plaisance	76 800,46
Signalisation touristique	58 277,05
Pointe de Trois-Bassins	16 583,68
INFORMATIQUE	218 863,00
ADMINISTRATION GENERALE	14 283 899,93
Travaux sur le siège	5 122 411,00
Foncier	6 196 192,68
Fonds de concours	682 474,18
Autres dépenses	380 048,73
Carte de vie quotidienne	73 002,48
Prise de participation au capital de la SPL OTE	30 500,00
TOTAL GENERAL	21 261 691,32
TOTAL GENERAL (avec RAR)	23 060 962,18